

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le <voir date
d'approbation>

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AGRATI VIEUX CONDE SAS

24 RUE DERVAUX
59690 Vieux-Condé

Références : 2025-V3-126
Code AIOT : 0007000630

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2025 dans l'établissement AGRATI VIEUX CONDE SAS implanté 24, rue Dervaux BP 29 59690 Vieux-Condé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à un incendie survenu le 24/03 en début d'après-midi sur le four 1 de la ligne Géomet.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRATI VIEUX CONDE SAS
- 24, rue Dervaux BP 29 59690 Vieux-Condé
- Code AIOT : 0007000630
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS AGRATI est implantée à proximité du centre-ville de Vieux-Condé. Elle compte environ 250 personnes.

L'activité principale qui est exercée sur le site est la fabrication de pièces métalliques pour l'industrie automobile par déformation de métal à froid, traitement thermique et traitement de surface.

Pour cette activité, la société bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 28 juin 2011 pour les activités soumises à autorisation suivantes :

2560 : travail mécanique des métaux,

2565 : traitement des métaux et matières plastiques pour le dégraissage, le décapage, la conversion par voie électrolytique ou chimique ou par emploi de liquides halogénés.

AGRATI est propriétaire et exploitant du site de VIEUX-CONDÉ depuis le 24 août 2010.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incidents ou accidents	AP Complémentaire du 19/12/2014, article 2.5	Sans objet
2	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	AP Complémentaire du 19/12/2014, article 7.5.5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La procédure d'évacuation du personnel ainsi que la gestion de l'incendie ont été maîtrisés par l'exploitant. Le Plan d'intervention interne a été présenté et contient les informations nécessaires.

L'inspection demande à l'exploitant:

- De mettre à jour le Plan d'Intervention Interne en incorporant l'incendie sur un four de la ligne GEOMET dans les scénarii d'accident et en mettant à jour le sommaire afin qu'il corresponde (notamment les numéros de page) au déroulé du Plan d'Intervention Interne.
- d'envoyer à l'inspection le rapport d'incidence dans les plus brefs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/12/2014, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection de l'environnement les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection de l'environnement, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection de l'environnement. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection de l'environnement.
Constats : L'inspection questionne l'exploitant sur le déroulé de l'incident du 24 mars 2025 : L'exploitant déclare : « Le lundi 24 mars 2025, vers 12h10, un dégagement de fumées a été constaté par les opérateurs de la ligne GEOMET au niveau de l'entrée du four 1. Vers 12h15, un départ de feu s'est déclenché à l'entrée du four 1 et de l'évaporateur du même four. L'installation a été stoppée et l'alimentation gaz a été coupée afin de permettre au SDIS d'intervenir. L'alarme a été déclenchée manuellement. L'ensemble du personnel (180 personnes) a été évacué en 6 minutes. Les pompiers ont été appelés en parallèle de la sécurisation de l'installation. Les pompiers sont arrivés sur site vers 12h27 et ont quitté le site vers 15h40. Un agent, a signalé un picotement au niveau des yeux peu après l'incendie. Aucun blessé n'est à signaler. Les extincteurs n'ont pas été utilisés par le personnel et les eaux d'extinction n'ont pas été utilisés. » L'exploitant a prévenu l'inspection de l'incendie à 17h22 par mail avec en pièce jointe une fiche de notification de l'incident. Le délai entre le départ d'incendie et la transmission de l'information auprès de l'inspection est satisfaisant. Suite à l'incident, l'exploitant a réalisé les actions suivantes: - mis en place une cellule psychologique; - contrôle des autres fours avec le fournisseur; - interviews du personnel afin d'approfondir les causes de l'incident; - rédaction d'un plan d'actions correctif. Les causes de l'accident sont pour l'instant inconnues. Enfin, l'exploitant n'a pas fourni à l'inspection un rapport d'incidence dans les délais demandés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de rédiger et de transmettre dans les plus brefs délais, un rapport d'incidence précisant notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/12/2014, article 7.5.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'intervention interne
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu d'établir un plan d'intervention interne (P.I.I.) qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente.</p> <p>Ce plan d'intervention doit être facilement compréhensible. Il doit contenir au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">- Les actions à entreprendre dès le début du sinistre et la dénomination (nom et/ou fonction) des agents devant engager ces actions ;- Pour chaque scénario d'accident, les actions à engager pour gérer le sinistre ;- Les principaux numéros d'appels ;- Les fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits-présents sur site doivent figurer dans un classeur maintenu disponible sur site ;- Des plans simples de l'établissement sur lesquels figurent : <p>Les zones à risques particuliers (zones où une atmosphère explosive peut apparaître, stockages de produits inflammables, toxiques, comburants...) :</p> <ul style="list-style-type: none">- L'état des différents stockages (nature, volume.) ;- Les organes de coupure des alimentations en énergie et en fluides (électricité, gaz, air comprimé.) ;- Les moyens de détection et de lutte contre l'incendie ;- Les réseaux d'eaux usées (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques). <p>Ce plan est transmis à la DREAL, à Monsieur le Directeur Départemental des Service d'Incendie et de Secours. Ce plan d'intervention est par ailleurs tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement et des services de secours.</p> <p>Ce plan d'intervention interne doit régulièrement être mis à jour. Il le sera en particulier, à chaque modification de l'installation, à chaque modification de l'organisation, à la suite de mouvements de personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan d'intervention et en tout état de cause au moins une fois par an.</p> <p>Lors de l'élaboration de ce plan d'intervention ou lors de ses révisions, l'exploitant devra définir des actions à engager cohérentes avec l'étude des dangers de l'établissement et avec les prescriptions édictées par le présent arrêté.</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le plan d'intervention interne en version numérique.</p> <p>Il contient les éléments suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">- les principaux numéros d'appels- le plan de sécurisation et les zones à préserver- le plan des rejets des réseaux d'eau

- l'identification et l'évaluation des risques
- les mesures de préventions
- organisation et moyens d'intervention en cas d'accident
- le schéma d'organisation interne
- les scénarii d'accidents
- les informations sur les produits chimiques et les huiles du site

L'inspection constate que le PII ne contient pas un scénarii d'un départ de feu au niveau des fours de la ligne Géomet. Cependant, ce scénarii peut correspondre aux scénarii 5 et 9 (incendie sur les lignes de four à passage et incendie sur la granailleuse de la ligne GEOMET) proposés dans le PII. Le plan a été respecté et les scénarii envisagés correspondent bien aux actions menées une fois l'incendie déclenchée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour le Plan d'Intervention Interne en incorporant l'incendie sur un four de la ligne GEOMET dans les scénarii d'accident et en mettant à jour le sommaire afin qu'il corresponde (notamment les numéros de page) au déroulé du Plan d'Intervention Interne.

Type de suites proposées : Sans suite